

Zeitschrift: Schweizer Revue : die Zeitschrift für Auslandschweizer
Herausgeber: Auslandschweizer-Organisation
Band: 3 (1964-1965)
Heft: 14

Artikel: La proposition Bieler pour la lutte contre la faim dans le monde
Autor: A.W.K.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-910199>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

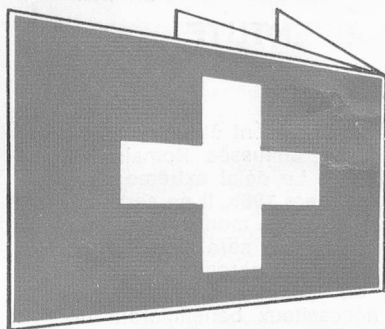
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 31.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



3ème Année — N° 14 — Mars 1965

le courrier suisse

Publié sous les auspices de la Conférence des Présidents et Délégués des Sociétés Suisses de Belgique et du Grand-Duché de Luxembourg

LA PROPOSITION BIELER POUR LA LUTTE CONTRE LA FAIM DANS LE MONDE

Au mois de juin de l'an dernier, à Neuchâtel, devant l'Assemblée annuelle des Eglises protestantes de Suisse, le Pasteur BIELER émettait sa proposition de financer l'aide contre la faim dans le monde par un prélèvement massif sur les budgets militaires de toutes les nations. Cette proposition après examen, serait présentée devant le Conseil œcuménique et pourrait ensuite provoquer, avec la participation éventuelle du Vatican, une action commune de toutes les Eglises chrétiennes. Qu'en est-il à l'heure actuelle de cette proposition ?

Tout d'abord il convient de dire que le Pasteur André Bieler est aussi docteur en sciences économiques de l'Université de Genève et que son ouvrage publié en 1959 : « La pensée économique et sociale de Calvin », a été patronné par cette Université à l'occasion du quatrième centenaire de sa fondation par Calvin. La proposition Bieler repose donc sur une analyse approfondie de tous les facteurs économiques et sociaux du grand problème de la faim dans le monde. Elle revient à confier aux Eglises ce que l'économiste français Sauvy, après avoir écarté l'intervention de l'Ouest et de l'Est, estimait être l'apanage du Tiers-Monde. Mais ce dernier ne paraissant pas être en mesure d'assumer la responsabilité d'une tâche aussi complexe, le Pasteur Bieler pense que seules les Eglises peuvent par leur action spirituelle donner l'impulsion à un mouvement d'une aussi grande envergure.

Car aujourd'hui les économistes reconnaissent que les solutions partielles apportées jusqu'à présent et dans ce nombre il faut comprendre l'effort entrepris par les Eglises elles-mêmes, n'ont pas empêché que l'écart économique entre les pays riches et les pays sous-développés se creuse davantage au cours de ces dernières années. Et pourtant diverses institutions internationales, entre autres la F.A.O., ainsi que beaucoup de pays à titre individuel, ont procédé à des enquêtes, entrepris des actions plus ou moins méritantes sinon concluantes. C'est qu'il ne s'agit rien moins que de provoquer dans les pays défavorisés, un renversement des tendances pour obtenir sur le plan économique que la courbe de productivité rejoigne la courbe d'augmentation de la population.

D'où la nécessité de mettre en œuvre des moyens, en argent et en hommes, d'une exceptionnelle ampleur que seul peut fournir un prélèvement massif sur les dépenses militaires. Idée audacieuse, peut-être utopique, qui nous révèle en tout cas l'état d'inquiétude des esprits hantés par ce problème de la FAIM. Il ne fait maintenant aucun doute que des remèdes puissants doivent être mis en œuvre pour pouvoir lutter contre ce fléau pendant qu'il en est encore temps. Mais faudrait-il que ce soit, (sans qu'il y ait eu des allusions précises à ce sujet jusqu'à présent), par la création d'une nouvelle institution internationale ? L'exemple de l'ONU ne peut qu'inciter à la réflexion.

Nous croyons plutôt, bien que n'étant pas versé dans les questions économiques, que l'action individuelle des pays riches, basée sur l'étude des structures locales, des données économiques et sociales, peut contribuer à redresser d'abord la conjoncture chez un certain nombre de pays sous-développés. Divers exemples de l'intervention suisse, et l'esprit dans lequel elle se poursuit, vous sont suffisamment connus pour ne pas devoir les citer à nouveau (*). Cependant il va de soi que cette intervention est encore financièrement très insuffisante et que l'aide aux pays sous-développés devrait être beaucoup plus importante.

Voici, afin de fixer les idées et sur le plan mondial, quelques chiffres illustratifs. D'après l'UNESCO, les dépenses militaires mondiales atteignent en 1962 le chiffre d'environ 120 milliards de dollars (en 1964 entre 130 et 140 milliards). Ces 120 milliards équivalent à environ 8 ou 9 % de la production mondiale annuelle de tous les biens et services. En suivant Bieler, c'est 40 à 50 milliards de dollars qui iraient à l'aide de la faim dans le monde. On conçoit les implications politiques et économiques du problème pour tous les pays concernés. En Suisse, c'est la conception de toute notre défense nationale qui se trouverait mise en jeu. Sans vouloir prétendre à son intangibilité dans l'ère atomique où nous vivons maintenant, il ne faut pas perdre de vue qu'une proportion assez importante des dépenses militaires sont productives en ce sens qu'elles contribuent à la marche économique de la nation. C'est un fait valable pour tous les pays, on ne peut le nier.

Actuellement, la proposition Bieler est toujours à l'examen. La Fédération des Eglises protestantes de Suisse ne s'est pas encore prononcée à son égard et il paraît peu probable qu'elle le fasse sans avoir pris, officiellement du moins, l'avis du Conseil fédéral. En dépit de la complexité des problèmes économiques, financiers et surtout politiques qu'elle soulève, il faut la comparer à un puissant feu clignotant braqué nuit et jour devant la conscience des peuples occidentaux.

Nous devons souhaiter que notre pays, berceau de la Croix-Rouge Internationale, expose d'une manière plus dynamique devant les instances internationales sa doctrine en matière d'assistance technique et n'hésite pas à prendre ou à promouvoir les initiatives capables d'apporter une aide efficace et amplifiée à la lutte contre la faim dans le monde, lutte devenue plus impérieuse que jamais.

A. W. K.

(*) Voir entre autres l'article de Mr. H.H. Buchmann paru dans « Le Courrier Suisse » de juillet 1963.

Retour éventuel :
2, rue Philippe-le-Bon
BRUXELLES 4

OFFERT PAR LA S.A.

CIMENTS



D'OBOURG

OBOURG